

## Qu'est-ce que l'oligocratie ?

---

Dans "*Le contrat social*", Jean-Jacques Rousseau écrivait qu'il n'existait que trois systèmes connus d'exercice du pouvoir : la **monocratie**, qui est celui par un seul homme, l'**oligocratie** (ou aristocratie), qui est celui par un groupe restreint, et la **démocratie**, qui est celui par tous les citoyens. Avant d'aller plus loin, il nous faut préciser l'étymologie et la signification exacte des ces trois termes.

Le terme monocratie est issu de la combinaison des mots grecs monos (seul) et de *kratein* (commander), *oligocratie* associant le commandement à *oligos* (petit nombre) et démocratie l'associant à *demos* (grand nombre = le peuple). Cette trilogie-source connaît une variante sémantique avec l'utilisation d'*archein* au lieu de *kratein*, générant les termes voisins de monarchie, oligarchie et *démarchie* (ce dernier terme fut initié par FA. Hayek, mais est resté peu usité). En grec, les verbes *kratein* et *archein* ont une signification assez proche, bien que nous puissions déceler dans *kratein* le sens d'un commandement radical émanant de la force brute, alors que dans *archein* il s'agirait plutôt d'un gouvernement par la règle. Du point de vue de la stricte logique terminologique, il conviendrait donc d'**opposer la démocratie à l'oligocratie** et non pas à l'oligarchie, comme nous le voyons et l'entendons trop souvent de la part des analystes politiques. Face à l'oligarchie, c'est plutôt à la *démarchie* que reviendrait le droit à la contestation.

Ces ajustements étant effectués, nous ne pouvons que donner raison à Rousseau, d'autant que l'étude historique approfondie montre que les porosités entre chaque système apparaissent faibles, voire inexistantes. De fait, et bien que la mise en place d'états intermédiaires entre chacun d'eux ne soit pas inimaginable, l'expérience factuelle montre que, malgré un éventuel habillage de mixité, c'est toujours l'un des trois qui exerce la réalité du pouvoir. C'est ainsi que les prétendues combinaisons, ou mélanges de deux de ces éléments fondamentaux entre eux, ne furent jamais, au cours l'histoire, que des farces politiques montées de toutes pièces pour tenter de légitimer le discours démagogique de l'entité détenant le pouvoir réel.

Nous pourrions citer de nombreux exemples de cette mascarade, tels les Etats Généraux mis en place en 1302 par Philippe le Bel et qui perdurèrent jusqu'en 1789, mais dont la vacuité trouva sa plus belle illustration lorsque Louis XIV y fit irruption un jour d'avril 1655, en habit de chasse, afin de couper court à des débats qui l'indisposaient et prononça la célèbre phrase : "*L'Etat c'est Moi*". En réalité, la cohabitation de l'institution des Etats généraux et de l'institution royale, du quatorzième au dix-huitième siècle, ne signifiait nullement que le système politique de cette période était une combinaison de monocratie et d'oligocratie. C'était bien une pure monocratie !

A l'opposé, le système de monarchie constitutionnelle encore en vigueur dans certains pays et qui tente de proposer une combinaison similaire, n'est en réalité qu'une décoration monocratique grossière d'une oligocratie devenue toute puissante. Aujourd'hui en France, cette même oligocratie, régnant sans partage mais pressée par les aspirations populaires du moment, semble parfois séduite par une alliance en trompe-l'œil avec la « vraie » démocratie (c'est à dire la démocratie directe), en proposant des gadgets dénommés démocratie participative, ou démocratie collaborative, ou encore démocratie délibérative, ... bref, autant de systèmes hybrides et fumeux qui se révèlent être de parfaits dispositifs mystificateurs destinés à faire croire aux citoyens qu'ils sont en capacité de peser sur

l'action publique et législative.

Dans la réalité, ces *démocraties intermédiaires* (!) se révèlent n'être que de sinistres blagues, renforçant d'autant plus le pouvoir des représentants sur les citoyens que les premiers parviennent à convaincre les seconds qu'ils ont participé au processus de décision. Mais si les « vrais » démocrates ne sont pas dupes de ces impostures, la puissance du pouvoir représentatif est, dans la réalité, trop importante pour que ces aspirations citoyennes soient en mesure de peser significativement sur le bon plateau de la balance des rapports de force. Seule la survenue d'un contexte événementiel imprévu et non sollicité par ledit pouvoir en place, pourrait modifier ce funeste équilibre. Car les volontés réellement démocratiques sont trop peu nombreuses et largement éparpillées au sein d'un corps social tout entier occupé à jouir du mode de vie opulent et consumériste proposé par la société industrielle, lui même pas assez générateur d'insatisfactions internes pour qu'un changement aussi radical comme celui du passage de l'oligocratie à la démocratie, puisse être raisonnablement envisagé.